

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

OBJET : OCCUPATION DE VOIRIE RÉFECTION DE FACADE

Le Maire de la Commune de MIREVAL

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relatives aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R417- 10 10°, R325-12 à R325-46, R411-21-1,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L2212-2 et L2213-1,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 ;

Vu la demande d'autorisation de voirie déposée par l'entreprise **Les Façades de la Gardiole** représentée par Monsieur FAURENT Xavier, domiciliée 16 chemin du Régina à MIREVAL (34110) pour effectuer une rénovation de façade de la maison de Monsieur BRUGUIER Bruno **situé 14 rue des Vendanges à Mireval (34110), du 27 novembre 2023 jusqu'au 12 décembre 2023 ;**

Considérant qu'il est nécessaire, pour la mise en place du chantier et pour éviter tout accident pendant ce chantier de réglementer la circulation sur cette voie à l'adresse du chantier ainsi qu'à proximité immédiate ;

ARRÊTE

Article 1 : Autorise l'entreprise Les Façades de la Gardiole à installer son chantier devant la façade du 14 rue des Vendanges/rue Marie de Montpellier à Mireval (34110), avec

- Pose d'un échafaudage avec empiètement sur la chaussée d'1m20 de large
- Stationnement du véhicule de chantier

du 27 novembre 2023 jusqu'au 12 décembre 2023.

Article 2 : Interdit la circulation à tous les véhicules

- Du n°7 au n°14 Rue des Vendanges et du n°12 au n°14 Rue Marie de Montpellier à MIREVAL (34110), du 27/11/2023 au 12/12/2023.

Article 3 : Monsieur FAURENT s'engage à prévenir les riverains des travaux.

Article 4 : Signalisation des chantiers le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle (Intérieur, Travaux publics) sur la signalisation routière. Il est responsable des accidents pouvant intervenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 5 : Remise en état des lieux après achèvement des travaux : Dès l'achèvement de leurs travaux, les permissionnaires sont tenus d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie ou à ses dépendances et de rétablir dans leur premier état des fossés, talus, accotements, chaussées ou trottoirs, et tous ouvrages qui auraient été endommagés. Faute par les permissionnaires d'observer les prescriptions ci-dessus, il y est pourvu d'office et à leurs frais par la commune, après mise en demeure restée sans effet.



Article 6 : Le non-respect des dispositions citées au présent arrêté expose son contrevenant aux sanctions prévues par le Code de la Route et notamment la mise en fourrière immédiate du véhicule en infraction.

Article 7 : Le Directeur Général des Services, le Chef de la Police Municipale, le Responsable des services techniques et la gendarmerie de Villeneuve les Maguelone sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire, Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait à Mireval,
Le vingt-et-un novembre deux mille vingt-trois

**Le Maire,
Christophe DURAND**



Affichage le 23/11/2023